

Convention collective départementale

**IDCC : 943. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES ET CONNEXES
(Calvados)
(30 juin 1977)**

(Etendue par arrêté du 17 octobre 1978,
Journal officiel du 17 novembre 1978)

**AVENANT DU 12 JUIN 2014
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE**

NOR : ASET1450884M

IDCC : 943

Dans le prolongement de l'avenant du 25 septembre 2007 à la convention collective de la métallurgie du Calvados du 30 juin 1977, les dispositions ci-après manifestent la volonté commune des parties signataires de mettre les dispositions de l'article 31 *bis* qui en découlent en conformité avec l'évolution réglementaire des conditions d'exonération de cotisations de sécurité sociale applicables au financement patronal de la prévoyance aux termes du décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012.

Article 1^{er}

Les parties signataires du présent avenant décident de modifier l'article 31 *bis* de la convention collective de la métallurgie du Calvados du 30 juin 1977 issu de l'avenant du 25 septembre 2007 comme suit :

Au sixième alinéa du I, après la phrase « Les parties signataires recommandent, sans que cela présente un caractère obligatoire, de couvrir prioritairement le risque décès. », la phrase « Cette garantie décès pourra inclure le versement d'un capital, en cas de décès ou, en anticipation, en cas d'invalidité 3^e catégorie reconnue par la sécurité sociale, et/ou le versement d'une rente éducation aux enfants à charge. » est remplacée par la phrase « Si tel est le cas, cette garantie décès devra inclure le versement d'un capital en cas de décès. Ce capital fera également l'objet, en anticipation, d'un versement en cas d'invalidité 3^e catégorie reconnue par la sécurité sociale. Elle pourra également inclure le versement d'une rente éducation aux enfants à charge. »

Les autres dispositions de l'article 31 *bis* demeurent inchangées.

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le lendemain du jour de son dépôt auprès du service compétent effectué conformément aux dispositions de l'article L. 2261-1 du code du travail.

En cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires qui rendrait inapplicables les dispositions de l'article 31 *bis* de la convention collective de la métallurgie du Calvados du 30 juin 1977 issu de l'avenant du 25 septembre 2007 et du présent avenant, des négociations s'ouvriraient à l'initiative de la partie la plus diligente afin d'examiner les possibilités d'adapter le présent avenant à la situation nouvelle ainsi créée.

Article 3

Notification et dépôt

Le présent avenant a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, L. 2231-7 et D. 2231-3 du même code.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMM Calvados.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFTC ;

CFE-CGC ;

USM FO.